

<https://www.elcorreo.eu.org/Pourquoi-les-crisis-systemiques-ne-debouchent-elles-pas-toujours-sur-des-revolutions>

# **Pourquoi les crises systémiques ne débouchent-elles pas toujours sur des révolutions ?**

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : mardi 22 septembre 2026

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

**On a longtemps cru qu'une crise économique structurelle, comme celle que connaît aujourd'hui le monde, serait suivie d'une crise politique générale, puis de troubles sociaux et de révolutions. Or, il s'agit là de cas exceptionnels.**

Existe-t-il un lien de causalité entre les périodes de crise économique et politique générale et les périodes de troubles sociaux et de rébellions ? La question est d'actualité car le monde traverse une période historique marquée par de nombreuses crises qui se chevauchent : stagnation économique, faible productivité, inflation élevée, endettement croissant, guerres de droits de douane, fragmentation géopolitique de l'économie, polarisation politique, déclin des démocraties libérales et montée de l'extrême droite et pourtant, nous ne voyons aucune révolution éclater nulle part sur la planète.

De nombreux auteurs en sciences sociales ont tenté de répondre à cette même question, bien que de manière assez limitée. [Ted Robert Gurr](#), dans son ouvrage classique [Why Men Rebel](#), a exploré l'idée d'une frustration relative résultant d'une détérioration brutale des conditions économiques d'une société. Cependant, lors de la grande crise financière de 2008-2009, le revenu moyen a chuté de 5% aux États-Unis et un peu moins dans l'Union européenne ; des millions d'emplois ont été perdus et la pauvreté s'est accrue, sans pour autant qu'un bouleversement social ne se produise. La frustration, qui joue un rôle important dans les processus insurrectionnels, peut, dans d'autres circonstances, conduire avant tout à l'apathie et au découragement social.

[Charles Tilly](#) et [Sidney Tarrow](#), chercheurs de renom spécialisés dans les conflits sociaux, soutiennent que, confrontés à un problème économique émergent, les secteurs sociaux désaffectés peuvent saisir des opportunités politiques, telles que les divisions internes au sein des élites au pouvoir, pour faire entendre leur voix. Par ailleurs, face à l'affaiblissement du gouvernement, ils peuvent créer une souveraineté multiforme qui remet en cause l'autorité d'une partie significative de la population ([Dynamics of Political Contention \(2005\)](#)). Le problème de ces interprétations est qu'elles se contentent de décrire des effets sans en comprendre les causes sous-jacentes. Par exemple, qu'est-ce qui a conduit à la division radicale des élites, ou pourquoi des secteurs désaffectés peuvent-ils créer une autorité parallèle au lieu de succomber à une désillusion paralysante, comme c'est généralement le cas ? Il est plus facile de reconstituer « d'en haut » l'explosion sociale vers « d'en bas » les troubles sociaux antérieurs dans un récit déterministe des événements ; alors que la véritable compréhension va dans le sens inverse, c'est-à-dire qu'il faut étudier pourquoi, parmi les multiples voies d'action possibles qui s'ouvrent au moment des troubles sociaux, les groupes sociaux choisissent une voie spécifique : la rébellion plutôt que d'autres tout aussi accessibles ; et ainsi, étape par étape, jusqu'à ce que l'on parvienne aux révolutions.

D'un point de vue marxiste, les contributions ont été bien plus incisives. Lénine a forgé une phrase mémorable qui résumait son expérience : « *Il ne suffit pas que ceux « d'en bas » ne veuillent plus vivre comme avant ; il faut que ceux « d'en haut » ne puissent plus administrer et gouverner comme avant* ». Outre la crise économique et la détérioration des conditions de vie, il faut, d'une part, une « intensification » de l'action collective et, d'autre part, une « crise gouvernementale » qui fracture les anciennes coalitions au pouvoir, donnant lieu à une « crise du pays » et à une « situation révolutionnaire » (Lénine, Œuvres complètes, vol. 15, p. 22). La crise économique, ainsi que les divergences et les affrontements entre les anciennes élites politiques, ont été récurrents ces dernières années dans de nombreuses régions du monde, mais ce n'est que dans des cas exceptionnels qu'ils se sont accompagnés d'une intensification de l'action collective menée par de larges secteurs de la population. Et là où cela s'est produit : en Argentine (2001-2005), en Bolivie (2000-2003), en Espagne (2011), au Chili (2019), en Colombie (2021) : cela a conduit à des transformations politiques et sociales plus ou moins radicales, selon l'intensité de la mobilisation sociale.

Gramsci reprend cette formule sous le concept de « [crise d'autorité](#) » qui caractérise l'« interrègne ». Ce qui est nouveau ici, ce n'est pas seulement que les classes dominantes « perdent le consensus » qu'elles avaient précédemment obtenu, mais aussi qu'il y a une « mort des anciennes idéologies », c'est-à-dire que de larges secteurs de la société « *ne croient plus en ce qu'ils croyaient autrefois* » et que, par conséquent, les classes dominantes voient diminuer l'efficacité des anciens récits idéologiques qui permettaient l'articulation politique et la tolérance morale des classes dominées.

Le déclin de l'idéologie mondialiste du libre-échange et la crise des systèmes politiques traditionnels dont nous sommes actuellement témoins dans de nombreuses régions du monde illustrent parfaitement tout cela. Mais Gramsci mettait en garde contre l'illusion selon laquelle cette « crise d'autorité » serait suivie d'une rébellion. Au contraire, ce qui est le plus courant, c'est un « scepticisme généralisé » à l'égard des autres idéologies, l'émergence de « phénomènes morbides » ou la restauration de l'ancien ordre (Gramsci, *Cahiers de prison*, vol. III, p. 298).

Afin d'articuler la crise économique générale, la crise politique, l'effondrement du système de croyances, le scepticisme social généralisé et, à terme, l'action collective de grande envergure, nous avons, au cours des six dernières années, proposé le concept de *temps liminal* [\[1\]](#) pour identifier précisément les médiations entre chacune de ces réalités historiques. C'est l'ère du crépuscule de l'ancien régime d'accumulation-légitimation, l'absence temporaire d'un substitut, jusqu'à l'émergence tumultueuse et contingente d'un nouveau régime d'accumulation-légitimation.

### Le « temps liminal » comporte cinq composantes :

– **La première** est la *crise structurelle d'un régime d'accumulation économique*, comprise comme le déclin d'un mode spécifique d'organisation de la production, de la distribution et de l'utilisation du surplus économique entre différentes classes sociales (productive, spéculative, de consommation, etc.), l'utilisation à grande échelle de certaines technologies dans différents secteurs d'activité, et la délimitation territoriale des chaînes de valeur. La polyvalence de ces composantes nous permet d'intégrer, en tant qu'élément supplémentaire du déclin systémique, la tension et la reconstitution du pouvoir hégémonique mondial entre Grande-Bretagne/États-Unis entre 1930 et 1950 ; États-Unis/Chine à partir de 2020.

Dans cette perspective, la crise structurelle du modèle d'accumulation est-elle une crise systémique du capitalisme ? Certainement, puisque chaque forme historique que revêt le capitalisme au cours de son évolution est le régime d'accumulation qui correspond à la manière spécifique dont le capitalisme, en tant qu'organisation sociale totale, existe concrètement. Chaque crise structurelle remet en cause l'existence même du capitalisme, même si, comme nous le savons, les crises structurelles font également partie des forces mêmes qui lui permettent de muter et de perdurer à travers l'histoire.

Il est donc fort probable que la crise structurelle que connaît le monde ne soit que la « naissance douloureuse » d'une nouvelle phase du capitalisme, et que cette période liminale soit ainsi le prélude tumultueux à un nouveau régime d'accumulation capitaliste. Mais il est également vrai que ce n'est que dans une période liminale que les conditions sociales d'un dépassement révolutionnaire de l'ordre capitaliste, sous toutes ses formes, deviennent possibles.

– **Deuxièmement**, la période liminale implique l'*effondrement de l'horizon prédictif à travers lequel les individus envisagent un avenir* relativement plausible, et autour duquel ils donnent un sens à leurs actions, efforts et sacrifices quotidiens. L'horizon prédictif est bien plus qu'un simple récit idéologique ; c'est le besoin du cerveau et du langage de concevoir des scénarios d'avenir collectifs capables de relier les actions à des résultats matériels minimalement satisfaisants, rendant ainsi crédible la destinée imaginée. L'horizon prédictif est une médiation entre les structures matérielles, les structures mentales et l'espoir social. Son effondrement correspond à l'écroulement des anciennes

attentes et à un malaise général face à l'absence d'avenir.

– **Troisièmement**, la période liminale incarne *la divergence conflictuelle des élites* politiques, économiques et sociales. C'est le schisme qui transperce tous les consensus qui, auparavant, maintenaient ensemble les structures de domination et la tolérance morale des dominés. Face à l'effondrement des anciens modes d'organisation de la régularité de l'ordre économique, les dirigeants, les faiseurs d'opinion et les concurrents politiques bénéficiant d'un soutien social divergent radicalement sur la manière de surmonter la crise et de protéger leurs anciennes hiérarchies. L'ancien système politique se fragmente, les modérés perdent du soutien, et de nouvelles positions extrêmes, marginales en période de stabilité, commencent à susciter de l'intérêt et à bénéficier d'un soutien social.

À mesure que l'incertitude quant à l'avenir s'installe, il n'existe plus d'horizon commun de mesures économiques sur lequel fonder ses attentes. Chaque bloc économique, politique ou social poursuivra ce qui lui est le plus avantageux, sans se soucier de préserver les alliances et les accords précédemment établis. L'ancienne vision unifiée de l'avenir s'est effondrée et, pendant un certain temps, aucun autre avenir ne peut réunifier la société.

– **Le quatrième** élément est celui des *États-léviathans*, c'est-à-dire le rôle prépondérant des États dans la concentration de l'énergie sociale et dans la tentative de résoudre la crise et de surmonter l'instabilité. L'État étant le moyen le plus puissant d'unifier la société, de monopoliser la richesse économique commune et d'exercer la coercition, il constituera, en temps de crise, le mécanisme privilégié auquel auront recours tant les anciennes coalitions dominantes cherchant à préserver l'ordre qui s'effrite que les nouvelles coalitions insurgées convaincues de disposer d'une voie alternative pour stabiliser l'économie et acquérir une légitimité politique.

Et enfin, la période liminale, dans sa phase finale, recèle le *moment où la société est prête à renoncer à ses croyances et à s'engager concrètement dans de nouvelles* qui, tôt ou tard, la poussent à s'accrocher à une issue, n'importe laquelle, afin de surmonter l'incertitude paralysante qui l'écrase. Parfois, ces « issues » peuvent être « magiques » ou apocalyptiques, conduisant les gens à soutenir des charlatans et des prophètes de malheur. Parfois, elles peuvent être brutales, enracinées dans la haine et le ressentiment envers les plus démunis : migrants, peuples autochtones, femmes, couches pauvres de la population. D'autres fois, elles peuvent s'orienter vers de vastes réformes en faveur de la justice sociale et des mesures contre la concentration excessive des richesses. Toutes ces options tendent à se concrétiser par le biais de processus électoraux qui confient la mise en œuvre du nouveau sens commun social à de nouvelles élites politiques. Mais, en complément des solutions électorales, certains secteurs sociaux peuvent également se tourner vers des solutions révolutionnaires qui revendiquent une participation populaire directe à l'organisation, à la jouissance et à la gestion concrète de la richesse du pays.

Dans tous les cas, ni l'audace la plus extrême ni le discours le plus novateur n'auront d'effet s'ils ne s'accompagnent pas rapidement de transformations économiques qui améliorent de manière visible et durable les conditions de vie des populations, de sorte que l'horizon prévisionnel se reconstitue autour d'un modèle d'accumulation plausible.

Comme on peut le constater, le temps liminal intègre la « [crise d'autorité](#) » de Gramsci, mais toujours liée, à son origine comme dans ses conséquences, à des changements économiques qui, comme on le voit désormais clairement, constituent une condition essentielle pour surmonter la crise économique et de légitimité que traverse le monde. De même, la « situation révolutionnaire » léniniste est intégrée, mais uniquement comme l'une des nombreuses options qui émergent du paysage social, aux côtés et en conflit avec le découragement social, le catastrophisme individualiste, l'autoritarisme restaurateur ou le malaise impuissant.

On peut donc affirmer qu'il n'existe aucune issue logique ou historiquement prédéterminée qui conduise chaque crise systémique de la société capitaliste, telle que celle que nous traversons actuellement, à aboutir à une révolution sociale. La seule conséquence véritablement inévitable d'une crise de cette ampleur est l'incertitude cognitive qui envahit la population, résultant de l'effondrement de l'ancien système de croyances.

La caractéristique la plus courante des périodes de crise structurelle est la paralysie de la chronologie historique qui guidait les espoirs collectifs. À partir de ce moment, les événements de la vie quotidienne n'ont plus de référence à laquelle se mesurer, ni de destin imaginaire auquel ils puissent être liés. L'avenir s'évanouit, le présent se déstabilise. La seule expérience commune qui pèse sur la société est celle d'un avenir qui ne s'annonce pas et ne promet rien d'autre qu'un abîme sans fond.

La démoralisation sociale et la colère sont les émotions les plus persistantes en période de crise, et celles-ci peuvent être ponctuées, de temps à autre, par des manifestations éphémères de soutien et d'enthousiasme pour l'une ou l'autre alternative émergente. Il est très facile de trouver un ennemi « interne » sur lequel déchaîner une haine refoulée ; c'est ce que font les groupes autoritaires de droite, surtout lorsqu'un projet progressiste ou de gauche est arrivé au pouvoir en promettant le renouveau mais s'est révélé incapable de résoudre la crise.

Les soulèvements sociaux, les rébellions populaires, les soulèvements nationaux et les révolutions constituent donc des exceptions historiques. Mais s'ils devaient un jour se produire, ce serait invariablement dans une période de transition. Il n'y a pas de révolutions en période de stabilité économique et politique. Et elles auront d'autant plus de chances de se produire si les secteurs plébéiens de la société ont accumulé au préalable des expériences historiques d'action collective, qui leur permettent de canaliser le mécontentement social vers l'auto-organisation et la participation active des secteurs populaires à la satisfaction de leurs besoins communs.

C'est là que les multiples courants de la gauche militante, forgés il y a des années ou des décennies au cours de leur ramification moléculaire au sein des couches populaires les plus organisées, peuvent aider à mieux articuler ces multiples initiatives collectives qui émergent de leur propre gré ; ils peuvent définir plus précisément l'horizon qui se dessine en intégrant les couches moins organisées ; ils peuvent apporter des cadres politiques, animés de convictions sincères, à la gestion de ce que la société elle-même, en mouvement, crée au fur et à mesure, et ainsi de suite.

Mais l'histoire ne leur accorde pas l'honneur d'avoir inventé ni l'élan de l'action collective, ni l'expérience du protagonisme social. Le caractère exceptionnel de la révolution et du dépassement du capitalisme, bien plus qu'une affaire d'avant-gardes politiques, est un fait de protagonisme social exceptionnel dans la construction de leurs destins.

Le 22 janvier 1917, Lénine <sup>1</sup> qui était en exil en Suisse au cœur de la période de transition marquée par la fin du libéralisme de la fin du XIXe siècle et la Première Guerre mondiale <sup>2</sup> prononça un discours devant des militants socialistes, résumant les leçons de la révolution de 1905 et suggérant que la crise mondiale conduirait à d'autres révolutions. Cependant, observant le panorama de la démoralisation sociale qui s'était emparé de l'Europe et de la Russie, il écrivit, non sans une certaine note de regret : « *Nous, les membres de l'ancienne génération, ne vivrons peut-être pas assez longtemps pour assister aux batailles décisives de cette future révolution* ».

Un mois plus tard, cette « révolution future » éclata en Russie, et il n'hésita pas une seconde à s'y plonger et à y consacrer tout le reste de sa vie.

### Telle est la nature paradoxale des périodes liminales.

**\*Álvaro García Linera** est l'une des figures intellectuelles les plus importantes du marxisme latino-américain. Étudiant en mathématiques à l'Université nationale autonome du Mexique (UNAM), il a participé à la fondation de l'Armée de guérilla Tupac Katari (EGTK) et a passé plusieurs années comme prisonnier politique à la prison de Chonchocoro, à La Paz. Il a été élu vice-président de la Bolivie en 2006, puis réélu jusqu'au coup d'État de 2019 qui l'a contraint à l'exil aux côtés du président Evo Morales. Auteur de plus de vingt ouvrages, son dernier ouvrage, *Le concept d'État chez Marx : les biens communs à travers les monopoles* (Akal, 2025), explore les propositions

théoriques sur l'État sous l'angle de la pensée marxiste et critique, ainsi que la position de Marx sur la question.

**Álvaro García Linera\*** pour [Ant/Agón](#)

[(\*{{Álvaro García Linera}}, né le 19 octobre 1962 à Cochabamba, est un mathématicien et sociologue bolivien. Élu vice-président de la République lors de l'élection présidentielle de 2005 en tant que colistier d'Evo Morales pour le parti Movimiento al Socialismo (Mouvement vers le socialisme), il est réélu en 2009 comme vice-président de l'État plurinational de Bolivie.)" class="spip\_out" rel="external">**Ant/Agón**

[El Correo de la Diaspora](#). Paris, le 24 septembre 2026.

---

[1] Les **périodes liminales** sont des périodes de transition au cours desquelles on passe d'une étape, d'un état ou d'une situation à une autre, en se trouvant à un « seuil » où l'on n'est plus ce que l'on était, mais où l'on n'est pas encore ce que l'on sera. Le mot vient du latin limes, qui signifie limite ou frontière